

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Iran: des manifestations pour le pain aux dures protestations après la mort d'une jeune fille de 22 ans, arrêtée, matraquée et tuée par la police religieuse parce qu'elle ne portait pas son voile «selon les règles»

Le 13 septembre, Mahsa Amini, une jeune Kurde de 22 ans, en vacances à Téhéran avec sa famille, a été arrêtée devant une station de métro par la police religieuse (Gasht-e Ershad) pour «port inapproprié du voile». Deux heures après avoir été emmenée dans un centre de détention pour une «leçon de rééducation», elle a été transportée d'urgence dans le coma à l'hôpital Karsa (à Téhéran) et elle y est décédée le 16 septembre. Evidemment la police nie l'avoir torturée, déclarant que la jeune fille est décédée d'une «crise cardiaque soudaine»; mais «les photos de la jeune fille alitée, les yeux noirs gonflés et les taches de sang aux oreilles» ne laissent aucun doute sur les coups brutaux qu'elle a subis (1).

Son décès a déclenché des protestations dans toutes les grandes villes iraniennes, provoquant plus de 50 morts et des milliers d'arrestations. Le mouvement a commencé au Kurdistan: Saqqez (la ville de la famille de Mahsa), Sanandadj (le chef-lieu de la région kurde), Baneh et Marivan. Samedi 17, déjà lors des funérailles à Saqqez, les protestations ont commencé avec un groupe de femmes kurdes retirant leur voile, puis se sont poursuivies à Sanandadj où la police anti-émeute est intervenue avec des gaz lacrymogènes, des canons à eau et des fusils chargés de balles en caoutchouc, faisant plus de trente blessés. Le dimanche 18, les protestations se sont étendues à l'université de Téhéran, puis à Chiraz, Mashhad, Qazvin, Garmsar, Racht, Boukan, Karadj, Divandarreh, Ispahan. Et en signe de protestation, dans plusieurs villes du Kurdistan iranien et de l'Azerbaïdjan occidental, de nombreux magasins sont restés fermés.

L'Iran traverse une période de grandes difficultés économiques et, comme toujours dans pareils cas, le gouvernement renforce le contrôle social et donc la répression qui, étant donné le régime confessionnel instauré par la soi-disant «révolution islamique» de 1978, impose les règles religieuses les plus odieuses.

Déjà de novembre 2019 à janvier 2020, des manifestations avaient éclaté dans toutes les grandes villes en raison de l'augmentation du prix des carburants de 50 % à 200 %, et donc des produits de première nécessité; elles ont commencé comme des protestations pacifiques et se sont rapidement transformées en révoltes contre le gouvernement qui, après avoir bloqué l'accès à Internet dans tout le pays, a répondu en tirant sur les manifestants depuis les toits des immeubles, depuis des hélicoptères et à bout portant avec des mitrailleuses (2), faisant, selon CNN et NBC, 1 500 morts. Malgré le carnage, les protestations n'ont pas cessé, loin de là. Toujours selon CNN et NBC, les réactions violentes des manifestants ont entraîné la destruction de 731 succursales de banques gouvernementales, dont la banque centrale d'Iran, de neuf centres religieux islamiques et de statues du guide suprême Ali Khamenei, ainsi que l'attaque de pas moins de 50 bases militaires gouvernementales (3).

Voilà 43 ans maintenant, que le régime bourgeois/islamique dirige l'Iran; après la chute du Chah Reza Pahlavi, le gouvernement a dès le début cherché un compromis entre un mode de production capitaliste qui poussait internationalement à un développement rapide en Iran également, et une formation sociale enracinée dans la tradition féodale et confessionnelle. Mais ce compromis s'effiloche, soit en raison de son relatif isolement international, soit parce que le développement du capitalisme national a entraîné la formation de large masses prolétariennes et le développement des échanges, internes et internationaux, dont le capital, par sa nature même, a absolument besoin. La pression idéologique, bureaucratique et policière avec laquelle le régime de Khomeiny d'abord, puis celui de Khamenei ensuite, ont toujours tenté et tentent encore d'emprisonner les poussées objectives de la société iranienne pour dépasser les formalismes confessionnels grâce auxquels se perpétue la double oppression des femmes - existante d'ailleurs aussi en plein capitalisme - sont des armes du pouvoir bourgeois, soit pour développer le capitalisme national, soit pour imposer un contrôle social très serré visant avant tout à intimider les masses prolétariennes dont tout régime bourgeois craint la révolte de classe.

L'oppression des femmes, en général, fait partie de ce contrôle social spécifique avec lequel le régime bourgeois tend à canaliser contre la femme - élevée comme emblème du mal intrinsèque, de la corruption de la chair et de l'esprit - les tensions qui sont en fait plutôt provoquées par la société bourgeoise, par son mode de production fondé sur l'antagonisme entre la classe dominante et la classe prolétarienne, soumise à l'exploitation systématique de sa force de travail au profit exclusif des privilèges de la classe dominante, peu importe que celle-ci soit représentée par des petits hommes en costume-cravate ou en soutane noire.

L'extrémisme confessionnel, en l'occurrence islamique, oblige les femmes à se couvrir de la tête aux pieds et à se soumettre à des comportements particulièrement humiliants, les reléguant au rôle d'esclaves entre quatre murs. Tout en permettant à la femme de sortir de la maison, d'accompagner leurs enfants à l'école ou de fréquenter l'école, elle est toujours considérée comme la propriété privée de leur père, de leur mari, de leur frère, en somme de l'homme de la

famille et, par une transmission logique de «l'autorité parentale», comme la propriété privée de l'État confessionnel, qui ne se limite pas à légiférer mais réprime aussi tout comportement considéré comme «indécent», «provocant», «incorrect».

Les manifestations de cette dernière semaine ont vu de nombreuses femmes mobilisées, qui ont courageusement fait face à la police, aux affrontements, aux balles; mais c'est un courage qui doit vraiment trouver une solidarité auprès des masses prolétariennes, hommes et femmes, car seule leur force sociale peut affronter et arrêter la dure répression exercée par le gouvernement. L'affrontement actuel semble être celui du pouvoir central contre les femmes qui ne respectent pas les lois et les règles existantes; et il ne fait aucun doute qu'une grande partie des hommes iraniens pensent selon le précepte islamique, croyant que l'«honneur» et la «dignité» de la famille doivent être sauvegardés selon la tradition et les règles confessionnelles existantes.

Mais respecter et s'incliner devant cette tradition et ces règles signifie simplement jouer le rôle des esclaves silencieux condamnés à vivre et à mourir en esclaves; cela signifie souffrir sans réagir à chaque angoisse, chaque vexation, chaque abus du pouvoir établi. En substance, pour la classe ouvrière, pour la classe des producteurs de la richesse d'un pays dont ils ne jouissent que des miettes que le pouvoir bourgeois décide de distribuer, cela signifie travailler et mourir pour laisser vivre dans le privilège, la richesse et le luxe cette minorité des bourgeois qui sont maîtres de tout, même de la vie de chaque être humain.

Mahsa Amini a payé pour le compte de toutes les autres femmes qui veulent se débarrasser de restrictions dont le seul but est de maintenir une ancienne oppression sociale qui convient aussi très bien à la société capitaliste moderne. Comme cela s'est produit et continue de se produire dans tous les pays du monde, même dans les plus démocratiques et libéraux, les forces de police, sont chargées de réprimer les comportements qui, selon leur jugement «incontestable», semblent suspects ou non respectueux de la loi - l'Amérique de George Floyd étouffé sans défense sur le sol par les policiers en service, la boucherie à Gênes en 2001 lors des manifestations contre le G8 à l'école Diaz et à la caserne Bolzaneto, et tous les Regeni torturés et tués comme des chiens en Égypte parce qu'ils dérangeaient l'ordre établi, etc. (4), sont là pour le démontrer. Elles ont pour tâche de défendre tout d'abord le pouvoir bourgeois, et donc l'ordre établi, et, de temps en temps, comme ils ne peuvent pas être présents dans tous les coins du pays, ils se chargent de frapper l'un ou l'autre pour «donner l'exemple» afin que les masses sachent ce qui les attend si elles sortent du rang.

Le pouvoir bourgeois peut changer sa méthode de gestion sociale si les mobilisations de masse - comme ce fut le cas lors des fameux «printemps arabes» - sont si massives qu'elles mettent en danger son emprise; mais elle ne changera pas avant de faire l'expérience de toutes les formes de répression à sa disposition, même les plus sanglantes, et de toute façon, elle aura toujours tendance à jeter du trône la figure qui n'a plus le charisme d'antan pour la remplacer par d'autres représentants, peut-être même élus démocratiquement, de manière à effectuer une relève de la garde, afin de conserver le pouvoir politique, économique et social. L'Égypte de Moubarak d'abord, et d'Al Sisi ensuite, en est la démonstration.

Nous nous dirigeons vers une période où les difficultés économiques vont s'accroître de plus en plus, surtout pour la grande masse prolétarienne, et cela signifie que les tensions sociales vont s'accroître parce que les salaires ne suffiront pas à assurer le déjeuner et le dîner, parce que le chômage jettera de plus en plus de prolétaires dans la misère, parce que la répression sociale va inévitablement s'accroître et alors son prétexte ne sera plus le voile porté de façon «inconvenante», mais la grève, la lutte qui met en difficulté l'économie du pays; alors les prolétaires, hommes et femmes, seront accusés de saboter la «patrie», d'être la main-d'œuvre à la solde de pays étrangers ennemis... La lutte prendra alors l'aspect d'un affrontement entre les classes et la bourgeoisie montrera finalement son véritable intérêt et son vrai visage: conserver le pouvoir par tous les moyens, en étouffant et en réprimant la grande majorité de la population.

C'est dans cette perspective que les prolétaires iraniens, qui aujourd'hui expriment certainement la plus grande colère face à l'assassinat aussi sinistre de Mahsa Amini, doivent préparer leur lutte pour la défense de leurs intérêts exclusifs de classe, en dehors de toute illusion démocratique et de tout compromis opportuniste.

La route sera longue et difficile, mais c'est la seule pour parvenir à la reprise de la lutte de classe !

parti communiste international

(1) www.tempi.it/iran-in-piazza-generazione-regime/; www.repubblica.it/esteri/2022/09/16/news/iran_girl_dead_from_the_police_fight-365995416/; www.ilfattoquotidiano.it/2022/09/23/iran-dalle-proteste-per-pane-e-liberta-alla-rabbia-dilagante-per-mahsa-amini-lostilita-contro-il-regime-degli-oppressi/6814271/; www.agenzianova.com/news/iran-proteste-studentesche-per-la-morte-di-mahsa-amini-uccisa-perche-indossava-male-il-velo?

(2) cf Amnesty says at least 208 killed in Iran protests, sur [aljazeera.com](https://www.aljazeera.com); Iran protests deaths, *The New York Times*, 1er décembre 2019; U.S. says Iran may have killed up to 1,000 protesters, sur NBC News.

(3) cf Proteste in Iran del 2019-2020, wikipedia.

(4) On fait référence ici aux manifestations contre la réunion du G8 à Gênes en 2001, où un manifestant, Carlo Giuliani, fut abattu par la police, qui le lendemain de cet assassinat envahira l'école Diaz, pour passer à tabac tous les manifestants qui y dormaient, et où la caserne Bolzaneto fut utilisée pour emprisonner et torturer les manifestants. Et' autre part au décès en 2016 au Caire de Giulio Regeni, simple étudiant, qui fut arrêté par la police et mourut sous la torture des sbires du régime.

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 www.pcint.org

- Imp. Spé. - 25/9/2022 supplément au *Proletaire* n° 545

Lisez la presse du PCI: Le Proletaire / Programme Communiste / Communist Program / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian